

The New National Transportation Act

Northern Marine Resupply



Canada

Stable Resupply Services

The new National Transportation Act reflects the federal government's commitment to ensuring that Canada's transportation system provides a network of services which are safe, efficient and viable. The Act acknowledges the transportation sector as a key element in Canada's economic growth and establishes a framework to promote "the best use of all available modes of transportation at the lowest total cost."

Part V of the new Act deals with Northern Marine Resupply Services in the MacKenzie River and within the western Arctic between Spence Bay in the East and the United States border in the West. All carriers operating a fleet of ships whose total tonnage exceeds 50 tonnes require a licence to offer Community Resupply Services. The issuance of the licence is subject to an evaluation of the demand and supply of such service, the support of shippers and the ability of the applicant to provide the service.

The Agency has to be satisfied that the proposed service would not result in a significant decrease or instability in the level of service provided to communities.

Greater Flexibility and Efficiency

- The new provisions will ensure a consistent, flexible regulatory regime capable of adjusting to changing circumstances while preserving stability and reliability of service to communities. The legislation streamlines the regulatory process and gives users an active role in the licensing of new carriers or additional capacity.
- Licensing on the basis of total fleet tonnage will give carriers more operational flexibility in terms of choosing the most suitable vessel for each task or simply transferring equipment from one operator to another. Licences will be issued for an indefinite term, in response to a continuing demand for long-term licensing.
- Other marine operations such as services in support of resource explorations or exploitation are not subject to this Act.

A Simplified Tariff System

Tariff provisions have been simplified for northern marine resupply services.

- Each carrier will have to publish its tariff(s) in every community served and may only charge the published rates.
- Tariff increases will have to be published 30 days before they become effective.
- The Agency is empowered to disallow or suspend a tariff or any portion thereof which it determines to be unjust or unreasonable. It may require the licensee to substitute a tariff that is satisfactory.
- Mediation services are available from the Agency in cases of dispute.
- The new Act allows for appeal in situations which are considered contrary to the public interest.

This pamphlet is one of a series outlining key features of the National Transportation Act and the Motor Vehicle Transport Act. Limitations or restrictions may apply in some cases.

The complete series of pamphlets includes:

- 1) The New Framework for Rail Transportation
- 2) Rail Network Rationalization
- 3) Rail Rate Pricing and Competitive Access
- 4) A New Framework for Air Transportation
- 5) Air Transportation in Northern and Remote Areas
- 6) Northern Marine Resupply
- 7) Assistance for Travellers with Disabilities
- 8) Mergers and Acquisitions
- 9) Dispute Resolution
- 10) The New Motor Vehicle Transport Act

For further information, please contact:

The Secretary
National Transportation Agency
Ottawa, Ontario
K1A 0N9

Telephone: (819) 997-0344
Telex: 053-4254 or 053-3615
Facsimile: (819) 997-6727



La nouvelle Loi nationale sur les transports

Approvisionnement du Nord par voie maritime

Des services stables d'approvisionnement

La nouvelle Loi nationale sur les transports témoigne de l'engagement du gouvernement fédéral à veiller à ce que le système de transports du Canada soit sûr, efficace et viable. La Loi reconnaît dans les transports un élément clé de la croissance économique du Canada et établit un cadre propre à favoriser un réseau "utilisant au mieux et aux moindres frais globaux tous les modes de transport existants".

La partie V de la nouvelle Loi porte sur l'approvisionnement par voie maritime dans le Nord, sur le fleuve Mackenzie et dans l'Arctique occidental entre Spence Bay à l'est et la frontière des États-Unis à l'ouest. Tous les transporteurs qui exploitent une flotte jaugeant plus de 50 tonnes au total doivent obtenir une licence pour offrir des services d'approvisionnement à ces collectivités. La délivrance de cette licence est subordonnée à une évaluation de l'offre et de la demande pour le service, de l'appui des expéditeurs et de la capacité du demandeur d'assurer le service.

L'Office national des transports doit être convaincu que le service proposé n'entraînera ni une diminution notable ni une instabilité du niveau de service fourni aux collectivités.

Souplesse accrue et meilleure efficacité

- Les nouvelles dispositions de la Loi assureront la mise en place d'un régime réglementaire uniforme et souple qui puisse être adapté aux circonstances changeantes tout en garantissant la stabilité et la fiabilité du service pour les collectivités. La Loi simplifie le processus réglementaire et donne aux usagers un rôle actif dans la délivrance de licences pour de nouveaux transporteurs ou pour une capacité accrue.
- La délivrance des licences selon le tonnage maximal de la flotte donne aux transporteurs une plus grande latitude dans le choix des navires les mieux appropriés à chaque tâche ou simplement dans le transfert d'équipement d'un exploitant à un autre. En réponse à la demande constante pour des licences à long terme, les licences seront délivrées pour une période indéterminée.
- Les autres services maritimes tels les services d'aide à l'exploration ou à l'exploitation des ressources naturelles ne sont pas assujettis à la Loi.

Un régime tarifaire simplifié

Les dispositions relatives aux tarifs ont également été simplifiées.

- Chaque transporteur doit publier ses tarifs dans chaque collectivité desservie et il ne peut exiger que les taux publiés.
- Les augmentations tarifaires doivent être publiées 30 jours avant leur entrée en vigueur.
- L'Office peut rejeter ou suspendre, tout tarif ou partie d'un tarif qu'il juge injuste ou déraisonnable et obliger le titulaire de la licence à y substituer un tarif satisfaisant.
- En cas de différend, l'Office offre des services de médiation.
- La nouvelle Loi permet les appels dans les cas qui sont jugés contraires à l'intérêt public.

Ce dépliant fait partie d'une série de 10 publications qui présentent les points essentiels de la Loi nationale sur les transports et de la Loi sur les transports routiers. Certaines limites ou restrictions peuvent jouer, le cas échéant.

Voici la série complète de ces dépliants :

1. Un nouveau cadre pour le transport ferroviaire
2. Rationalisation du réseau ferroviaire
3. La tarification du transport ferroviaire et l'accès aux services concurrentiels
4. Un nouveau cadre pour le transport aérien
5. Le transport aérien dans le Nord et les régions éloignées
6. Approvisionnement du Nord par voie maritime
7. Une meilleure accessibilité pour les voyageurs handicapés
8. Fusions et acquisitions
9. Règlement des différends
10. La nouvelle Loi sur les transports routiers

Pour de plus amples renseignements, prière de s'adresser à :

Le Secrétaire
Office national des transports
Ottawa (Ontario)
K1A 0N9

Téléphone : (819) 997-0344
Télex : 053-4254 ou 053-3615
Fac-similé : (819) 997-6727